CENTRE POUR LA DÉMOCRATIE, LE DÉVELOPPEMENT ET LA CULTURE EN AFRIQUE

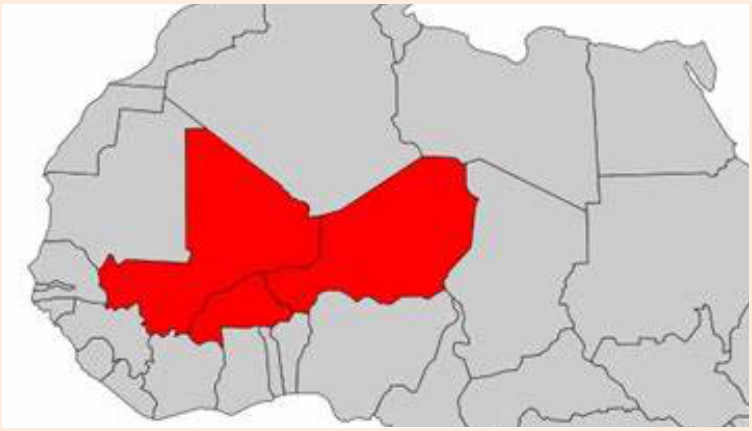
GORÉE UPDATE

Mars 2025

African Peace Agora

LES WEBINAIRES DU GOREE INSTITUTE

APA1 : AES - CEDEAO : quelles perspectives pour une intégration politique et sécuritaire régionale réussie ?



APA2 : Les crises politiques face aux exigences démocratiques au Sahel : rôles et places des femmes

Projet « Pour des agendas féministes, paix et sécurité-Africaines de l'Ouest et du Sahel solidaires pour la paix » : bilan et les perspectives du consortium

Célébration de la Femme : chantons, mais avec notre propre voix !

Ne serait-ce que pour le bien qu'elles procurent depuis toujours à l'humanité, les femmes méritent d'être célébrées sous toutes leurs formes, qu'elles soient mères au foyer, travailleuses ou chômeuses

Ambassade Autriche - Gorée Institute : vers une collaboration pour des solutions aux crises dans le Sahel

Editorial

Célébration de la Femme : chantons, mais avec notre propre voix !

Ne serait-ce que pour le bien qu'elles procurent depuis toujours à l'humanité, les femmes méritent d'être célébrées sous toutes leurs formes, qu'elles soient mères au foyer, travailleuses ou chômeuses. Mais, les célébrer ne devrait pas se limiter à les inonder de pétales de roses ou à les bercer de belles paroles, le temps d'une journée dédiée. Les honorer c'est d'œuvrer quotidiennement pour un monde dans lequel leurs droits et leur dignité sont pleinement respectés. Pour une société qui leur donne plus qu'elle ne leur demande et où les conditions de leur épanouissement ne se résument pas seulement à leur force et à leur résilience. Une société où les politiques d'égalité, les luttes et les revendications des femmes sont portées par des hommes qui n'ont pas la flemme de les écouter parler elles-mêmes de leurs conditions de femmes.

La journée internationale des droits des femmes doit nous inciter à pousser la réflexion au-delà d'une finalité de justice et de moralité. Car, une politique qui garantit aux femmes les mêmes droits que les hommes est le moteur même du développement durable auquel aspirent nos sociétés. Corriger cette vieille injustice nous résiderait non seulement dans une société moins cruelle envers la gent féminine, mais aiderait surtout la société à bénéficier pleinement du potentiel illimité des femmes.

Mais attention à ne pas se détourner du combat ! En effet, dans cette quête d'émancipation et d'égalité, ce serait une vanité de penser que le salut viendrait d'une tendance à se conformer inconditionnellement aux normes extérieures. Disons-nous la vérité. En dehors des obstacles endogènes (normes culturelles et sociales), la lutte pour l'égalité des femmes s'embrouille usuellement avec l'imposition de modèles d'évolution extérieurs qui ne tiennent pas compte des contextes sociétaux uniques propres à chaque culture. Alors que la situation des femmes en Afrique est diverse et complexe, et les défis auxquels elles font face ne sont pas les mêmes dans tous les pays. Dès lors, une approche qui ne prend pas en considération ces spécificités répondra difficilement aux besoins réels des femmes africaines. C'est en ce sens qu'il importe de privilégier des solutions qui émanent

des communautés elles-mêmes, en intégrant leurs préoccupations et leur vision du changement.

Un grand penseur disait qu'un monde riche de diversité n'a pas besoin de l'uniformisation des valeurs. Que chaque culture est un trésor à préserver, non un modèle à copier. Bien entendu, tout n'est pas à garder dans les nôtres et beaucoup sont à réviser. Certains sont même à jeter. C'est dire que l'efficacité de la lutte pour l'égalité des femmes requiert aujourd'hui que l'on s'ancre dans les valeurs locales et les contextes culturels spécifiques. À plus forte raison lorsque le forcing des valeurs extérieures, à bien des égards, entraîne une cassure avec les réalités locales, rendant la lutte plus difficile à mettre en œuvre.

Si nous convenons que les solutions aux problèmes africains doivent être définies par les Africains eux-mêmes, qu'il s'agisse de démocratie, de droits humains ou de souveraineté économique, alors il nous faut militer pour un processus de défense des droits des femmes porté par les Africaines et les Africains, dans une démarche d'autonomie et de souveraineté. Il nous faut définir nous-mêmes les solutions à nos problèmes selon nos propres priorités et réalités. Pour que la lutte ne soit plus perçue comme un "import" de valeurs étrangères, une forme de néocolonialisme, qui risque de perdre de son intensité.

Plutôt que de poursuivre un idéal qui ne nous ressemble pas, traçons nous-mêmes les sillons qui mènent à l'essentiel qui est l'instauration effective de l'égalité devant la loi, de l'accès aux mêmes opportunités et de la suppression de toute forme de discrimination fondée sur le sexe, qu'il s'agisse d'éducation, de travail, de droits politiques ou de droits sociaux. Car, en fin de compte, la seule vérité immuable de ces interminables homélies du 08 mars, c'est que la femme reste égale à l'homme. Même si les deux sont des créatures distinctes. Alors, pour tous les jours de l'année, scandons cette parité. Mais avec nos propres voix.

Mamadou Sakhir Ndiaye, Responsable Communication et Gestion de Connaissances

GOREE INSTITUTE APA AFRICAN PEACE AGORA

African Peace Agora : le nouvel « APA » de Gorin pour les férus de l'actualité africaine

C'est le nouveau rendez-vous mensuel incontournable pour les fervents de l'actualité africaine. African Peace Agora (APA) est un cadre d'échanges, d'apprentissage et de discussions sur les sujets d'actualité qui marquent et concernent l'Afrique. Ce concept initié par le Gorée Institute dans le but de mettre en exergue les enjeux cruciaux du continent, réunit chaque mois dans un espace virtuel, d'éminents experts dans des domaines variés pour produire des analyses de très haute facture sur la géopolitique et la géostratégie internationales et les questions de gouvernance en passant par les facteurs d'insécurité, les défis socioéconomiques et politiques, l'intégration régionale, les élections, le leadership des jeunes et des femmes, les questions migratoires et de changement climatique, l'espace et la technologie civique entre autres sujets sur l'Afrique en général et l'Afrique de l'ouest et le Sahel en particulier. Réalisé sous forme de webinaire, l'APA met en relief les rôles et responsabilités des différentes parties prenantes et propose des pistes de

solutions aux défis actuels, afin de promouvoir l'émergence de sociétés autosuffisantes et ouvertes en Afrique à travers l'innovation, la création, la pensée critique et la participation aux réseaux d'actions, conformément à la mission du Gorée Institute. La nouvelle rubrique mensuelle de l'Institut panafricain a déjà réalisé deux numéros avec des thématiques qui font l'actualité en Afrique de l'Ouest et dans la zone Sahel.

APA1 : AES - CEDEAO : quelles perspectives pour une intégration politique et sécuritaire régionale réussie ?

« AES - CEDEAO : quelles perspectives pour une intégration politique et sécuritaire régionale réussie ? » est le thème de la première livraison dont le sujet relève d'une importance capitale, car permettant non seulement d'étudier les éventuelles conséquences du retrait des pays de l'AES de la CEDEAO, mais aussi et surtout de proposer des solutions pour prévenir une crise politique et sécuritaire qui pourrait à nouveau déstabiliser la région.

Avec la collaboration du Président d'Afrika Jom Center, Alioune Tine et du Directeur du Centre pour la Gouvernance démocratique, Thomas Ouédraogo, une note d'analyse s'est soldée du webinaire sur les perspectives pour une intégration politique et sécuritaire régionale réussie entre l'AES et la CEDEAO. Le mois de mars étant celui de la célébration de la Femme, nous vous proposons, in extenso, la partie consacrée à l'inclusion des femmes et des jeunes dans la gestion de la sécurité régionale.

Intégration des jeunes et des femmes dans la sécurité régionale

L'intégration politique et sécuritaire régionale est un enjeu complexe qui nécessite l'inclusion de tous les segments de la société, y compris les jeunes et les femmes. Car leurs voix et leur participation sont essentielles pour la construction de sociétés ouest africaines paisibles, justes et résilientes. Leur intégration ne répond pas seulement à une question d'égalité des chances, mais aussi de stratégie efficace pour bâtir des sociétés plus stables, endurantes et pacifiques. Elle répond également aux besoins des communautés, renforce la légitimité des processus de paix et maximise les chances de succès à long terme.

Intégrer les jeunes pour réduire la violence et l'extrémisme

Pour une intégration politique et sécuritaire aboutie dans la sous-région, le renforcement de la participation des jeunes est tout aussi primordial. Dans une région où plus de 60 % de la population est constituée de jeunes, l'inclusion de cette couche dans les processus de décision sécuritaire, politique et économique est essentielle pour garantir la stabilité à long terme. En effet, impliquer les jeunes dans des initiatives positives et de résolution de conflits peut réduire le risque de radicalisation et de violence. En leur offrant des alternatives constructives et un espace pour s'exprimer, ils sont moins susceptibles de rejoindre des groupes armés ou des mouvements extrémistes. Les jeunes jouent également un rôle fondamental dans la reconstruction des sociétés après un conflit. Leur participation dans les processus de paix permet de les préparer à contribuer à la réconciliation, à la reconstruction économique

et sociale, et à la réintégration des anciens combattants ou des personnes déplacées. Les jeunes apportent souvent des idées innovantes en raison de leur ouverture d'esprit, de leur éducation moderne et de leurs connaissances des outils technologiques. Dans le cadre des processus de paix, cela peut se traduire par de nouvelles façons d'aborder la réconciliation, le dialogue intercommunautaire et la gestion des conflits. Par exemple, ils pourraient proposer des solutions basées sur les technologies numériques (applications, plateformes de médiation en ligne, etc.) pour faciliter la communication entre les différentes parties prenantes. Les jeunes d'Afrique de l'Ouest sont de plus en plus connectés via les smartphones et les réseaux sociaux, ce qui leur permet de diffuser des messages de paix et de sécurité de manière rapide et efficace. Ils peuvent aussi utiliser ces outils pour mobiliser leurs pairs, créer des campagnes de sensibilisation ou même initier des discussions sur des sujets sensibles liés à la paix et à la sécurité, comme la lutte contre l'extrémisme violent.

L'égalité de genre pour des solutions durables

En Afrique de l'Ouest, les femmes paient le plus lourd tribut dans les conflits. L'exclusion de ces actrices majeures des conflits et crises dans les processus de décision peut compromettre la durabilité des solutions. En effet, des études montrent que les accords de paix sont plus durables et efficaces lorsque les femmes y participent activement. Leur présence dans les processus de paix augmente les chances de succès, car elles favorisent la cohésion sociale et renforcent la stabilité à long terme. Par ailleurs, dans de nombreuses situations de conflit, les violences sexuelles et basées sur le genre sont utilisées comme armes de guerre. A cet effet, l'intégration des femmes dans la prise de décision permet de mettre en place des mécanismes plus efficaces pour prévenir et répondre à ces violences. Car elles jouent un rôle important dans la lutte contre l'impunité et dans le soutien aux victimes. Plus qu'une question de droit, l'égalité de genre dans la résolution des conflits en Afrique de l'Ouest est un levier stratégique pour garantir des solutions de paix plus durables, inclusives et efficaces.

APA2 : Les crises politiques face aux exigences démocratiques au Sahel : rôles et places des femmes

Si le premier numéro d'APA a consacré une partie aux questions liées à la femme, notamment en ce qui concerne leur intégration sécuritaire, le deuxième numéro lui est entièrement dédié à cette importante couche de la société ouest africaine, avec le prétexte de la Journée internationale des droits des femmes dont le thème de cette année s'intitule : « Pour TOUTES les femmes et les filles : droits, égalité et autonomisation ». Ainsi, conformément à sa mission de lutte pour la protection des droits des femmes, le Gorée Institute, à travers l'APA, a abordé un thème qui replace la femme au centre de l'action politique, rappelant ainsi que les femmes sont des partenaires stratégiques non négligeables. « Les crises politiques face aux exigences démocratiques au Sahel : rôles et places des femmes » est la thématique débattue par Bintou Founé Samaké, Ancienne

ministre de la Femme du Mali et Directrice exécutive de WILDAF Mali et Pr Valérie OUÉDRAOGO de l'Université Joseph Ki-Zerbo de Ouagadougou, également ancienne ministre. La modération de ce webinaire a été assurée par Simone Mbodé DIOUF, Jeune ambassadrice de la paix de l'Union africaine pour l'Afrique de l'Ouest, par ailleurs Consultante internationale sur FPS et JPS. Des questions cruciales liées aux rôles et à la place des femmes dans les crises politiques et démocratiques ont été abordées par les expertes de l'APA2 qui n'ont pas manqué de formuler quelques recommandations en ce sens.

La fragilité des Etats au Sahel : un obstacle aux initiatives féminines

Une instabilité persistante découle des crises politiques et démocratiques au Sahel, avec de nouveaux défis liés à la gouvernance, à la sécurité, à l'économie et aux droits humains. Ainsi, dans ce contexte, les femmes, à travers leurs initiatives, ont beaucoup à apporter dans le cadre de la reconstruction sociale, politique et démocratique. Néanmoins, leurs actions sont souvent sous exploitées voire ignorées dans les processus de prévention et de consolidation de la paix. En effet, si leur implication dans la gestion de ces crises peut être déterminant dans la prévention des conflits, la construction de la paix, l'éducation, la sensibilisation, la justice sociale et la stabilité économique, force est de reconnaître qu'avec la déstabilisation sociale engendrée par la fragilité des Etats, les femmes se retrouvent avec un supplément de responsabilités sociales dans leurs foyers et dans leurs communautés. En effet, l'instabilité politique et institutionnelle rend difficile l'organisation et la mise en œuvre de projets de développement, y compris ceux visant à promouvoir l'égalité des sexes et à autonomiser les femmes. Dans la région du Sahel, la fragilité des Etats se traduit souvent par l'absence de gouvernance efficace, ce qui inclut la mise en place de politiques publiques visant à promouvoir l'inclusion des femmes dans les domaines économiques, politique et social. Aussi, l'absence de services de base (éducation, santé, sécurité) affecte particulièrement les femmes, limitant ainsi leur accès à des opportunités d'autonomisation et de participation à la vie sociale et économique. En plus de la discrimination structurelle et de vulnérabilité accrue dans les situations de crise dont elles sont confrontées, les femmes se heurtent également aux manques de ressources et de soutien institutionnel. Un contexte de fragilité qui priorise les investissements relatifs aux armements et qui éclipse les initiatives portées par les femmes. L'invisibilité de ces initiatives est également renforcée par des stéréotypes de genre qui minimisent l'importance de l'engagement des femmes dans la gestion des crises et dans le développement.

Pour déjouer les obstructions aux initiatives féminines en Afrique de l'Ouest et au Sahel en particulier, les intervenantes de l'APA2 ont formulé ces recommandations suivantes :

- Renforcement des initiatives féminines en lieu et place de les fragiliser
- Combinaison d'actions et de volonté politique de la part des Etats en ce qui concerne les rôles et places des femmes dans la résolution des crises
- Créations de compétences pour les femmes et mise en place de politiques de genre cohérentes
- Promotion des modèles de femmes et mise en place d'actions pour leur vulgarisation et leur duplication

- Concrétisation par les Etats des politiques sur les quotas nominatifs
- Favorisation des systèmes de mentorat et de réseautage pour les femmes afin d'assurer la relève
- Inclusion des perspectives féminines
- Implication et soutien des hommes dans les politiques d'égalité de genre

Projet « Pour des agendas féministes, paix et sécurité-Africaines de l'Ouest et du Sahel solidaires pour la paix » : bilan et les perspectives du consortium

Dans la poursuite des objectifs du Projet « Pour des agendas féministes, paix et sécurité Africaines de l'ouest et du Sahel solidaires pour la paix », les membres du consortium se sont réunis à Gorée du 10 au 14 mars 2024 dans l'optique d'évaluer la mise en œuvre du programme de 2023 à 2024. Par la même occasion, les perspectives pour l'année 2025 ont été redéfinies.

Huit (8) représentants du consortium ont pris part à l'activité de Dakar (Gorée) afin de faire le bilan des activités menées et des résultats atteints depuis le démarrage du projet en avril 2023. Pendant une semaine, les membres du consortium ont travaillé à identifier les facteurs de réussite et les éléments bloquants dans l'atteinte des objectifs visés pour chaque membre du consortium, et dans la dynamique collective du travail du consortium, afin d'adapter les dispositifs d'intervention et de coordination. Cet atelier bilan a été également l'occasion de définir les perspectives pour l'année 2025 et d'envisager une dynamique partenariale sereine qualitative. Par ailleurs, il a été question, au cours de cet atelier, de se recentrer autour d'une vision commune du projet et des stratégies d'intervention consensuelles du consortium.

Financé par l'Agence Française de Développement (AFD) à travers le FSOF, le projet « Pour des agendas féminISTES, paix et sécurité-Africaines de l'Ouest et du Sahel solidaires pour la paix », soutient financièrement et techniquement les initiatives et les organisations féminines et féministes y compris de jeunes, intervenant sur les thématiques des agendas Femmes, Jeunesse, Paix et Sécurité, dans six (6) pays dont trois (3) au Sahel (Burkina, Niger, et Tchad), et trois (3) dans le golfe de Guinée (Bénin, Côte d'ivoire et Togo), à travers un dispositif de subventions multiformes.

Le choix de ces pays s'explique par des raisons qu'ils partagent en commun. En effet, ils constituent des zones de crises et de conflits, y compris armés qui s'intensifient dans plusieurs pays du Sahel et déstabilisent les pays voisins, notamment dans les zones limitrophes en Afrique de l'Ouest.

Du fait de cette insécurité, les jeunes, notamment femmes, voient leurs droits et opportunités davantage limités voire bafoués. Le faible accès aux soins de santé les expose à toute sorte de maladies et elles sont confrontées à la crise de

l'emploi. L'insécurité occasionne les déplacés internes et parmi ces déplacés on retrouve de nombreux jeunes et femmes qui sont laissés à eux même dans les camps de déplacés. C'est également la raison pour laquelle l'immigration clandestine croît. De plus en plus de jeunes et femmes se retrouvent contraints d'emprunter la mer à la quête d'un avenir meilleur.

Face à cette situation sécuritaire délétère, des populations civiles, en particulier femmes et jeunes mènent des actions et s'organisent pour répondre aux besoins essentiels de leurs communautés, maintenir la cohésion sociale et prévenir les conflits.

Il importe de mentionner également que les féministes sont fortement mobilisées sur le terrain mais peu soutenues. Elles tentent de faire entendre leurs voix pour rééquilibrer les rapports de pouvoir entre les sexes et impulser une dynamique de changement positif vers une société juste et durable.

Les dispositifs internationaux de participation des jeunes et des femmes à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits ne sont pas suffisamment efficaces. En effet l'agenda international « Femmes, Paix et sécurité » et « Jeunes, Paix et sécurité » adressant les conséquences spécifiques des conflits armés sur les femmes et les jeunes, ainsi que leur participation à leur gestion, peine à se réaliser et demeure limité, notamment en termes de transformations structurelles des inégalités de genre.

C'est en ce sens qu'il demeure essentiel de renforcer les capacités des organisations de femmes afin qu'elles apportent des solutions innovantes au bénéfice de ces populations et contribuer ainsi à restaurer la paix et la stabilité dans les pays cibles.

Visites

Ambassade Autriche - Gorée Institute : vers une collaboration pour des solutions aux crises dans le Sahel

Le 12 mars 2025, une délégation de l'Ambassade d'Autrice à Dakar s'est entretenue avec le staff du Gorée Institute dans les locaux de l'Institut panafricain. Avec à sa tête l'Ambassadeur Son Excellence M. ROBERT ZISCHG, Directeur du département Afrique au Ministère fédéral des Affaires européennes et internationales, l'équipe de l'Ambassade d'Autriche s'est davantage mise au courant de la mission et des programmes du Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique. Par ailleurs, cette visite a permis aux deux entités d'échanger et de dégager des perspectives de solutions sur le contexte africain en général et sahélien en particulier. Cette visite a aussi été le lieu d'explorer des voies de collaboration dans les différents domaines d'expertise du Gorée Institute.

Gorée Institute

CENTRE POUR LA DÉMOCRATIE, LE DÉVELOPPEMENT ET LA CULTURE EN AFRIQUE

VISION

Le Gorée Institute œuvre à l'avènement d'une Afrique paisible, juste et prospère, plus présente sur la scène internationale, dotée de sociétés engagées, d'institutions fortes et de citoyens ouverts et autosuffisants, avec des États démocratiques et efficaces, des entreprises prospères et transparentes ainsi qu'une société civile indépendante et engagée.

MISSION

Notre mission est de promouvoir l'émergence de sociétés justes, paisibles et autosuffisantes en Afrique. Nous la réalisons en nous efforçant d'élargir la gamme des paradigmes, des outils, du savoir-faire et des connaissances pouvant promouvoir l'émergence de sociétés paisibles et autosuffisantes. Dans ce but, nous renforçons également les capacités des institutions et des individus qui constituent ces sociétés et qui œuvrent pour leur établissement. Ce faisant, nous optimisons l'utilisation des ressources humaines, créatrices et financières du continent, tout en exploitant et en adaptant les meilleures pratiques venant d'ailleurs.

VALEURS

Le dévouement de l'ensemble du personnel à l'Institut et à sa mission constitue notre principal atout. L'innovation, la créativité, la pensée critique ainsi que la participation aux réseaux d'action sont, par excellence, nos valeurs, compétences et activités essentielles.

Gorée Institute
Residence Bibi, Rue des Gourmets
BP: 05 Ile de Gorée, Dakar, Sénégal
Telephone: +221 33 849 48 49
Email: info@goreeinstitut.org
Site web: https://goreeinstitut.org